

## Introduction de Jérôme Boutang à la Journée d'Etudes du 10 novembre 2020

Comme chacun sait, l'ère pré Covid, le monde tel qu'il se formait jusqu'à la fin de l'année 2019, n'était compatible ni avec les objectifs de l'Accord de Paris ni avec les recommandations de l'OMS de limiter la concentration de polluants dans de très nombreuses grandes villes. Ce « monde d'avant » était marqué, selon un ensemble d'observateurs, par une trilogie d'actions « mondialisation - individuation - défiance ». Cette trilogie, qui s'est installée depuis quelques décennies, a pu mener à des progrès (on peut citer l'atteinte de certains objectifs du millénaire de l'ONU)<sup>1</sup>. Sur cette note positive, je vous renvoie à la démonstration proposée par le psychologue canadien Steven Pinker dans son ouvrage « le Triomphe des Lumières ». Mais cette trilogie a conduit aussi à des inégalités de revenu marquées qui nourrissent un profond ressentiment. C'est surtout, dans le cadre de notre journée d'étude, un défi pour les décideurs publics et les acteurs de l'air et du climat.

Reprenons rapidement chaque élément de cette trilogie :

- La mondialisation a entraîné une accélération des échanges et des distances transportées de biens et de personnes, les délocalisations et des besoins énergétiques poussés par la démographie,
- Par ailleurs, nous avons aussi assisté à une montée en puissance de l'individu et des communautés. Jérôme Fourquet, de l'IFOP nomme cette tendance « individuation » dans son dernier ouvrage « l'archipélisation de la France ». Cependant, si l'individu se libère des matrices qui le structuraient, telles que les grandes idéologies, la famille, la classe sociale, le syndicat, etc. - est-il pour autant maître de ses choix ? Et pour ce qui nous concerne aujourd'hui, peut-on lui transférer la responsabilité morale de ses émissions de polluants et de GES ? Cette interrogation est relayée par des auteurs comme Baptiste Perrissin Faber, et d'autres chercheurs, au Cired et au CNRS. Ne vit-on pas dans des infrastructures héritées du passé et selon des choix collectifs déjà effectués, qui obligent la puissance publique ou privée à des chantiers colossaux de rénovation ou de réhabilitation (la rénovation thermique des bâtiments anciens bien sûr ; la pose de bornes électriques partout, aussi) ?
- C'est par conséquent chaque individu qu'il faudrait convaincre des bons choix environnementaux. Mais la défiance est au coin de la rue, à chaque fois qu'une taxe climatique affecte le pouvoir d'achat, ou qu'une *fake news* ravive la méfiance et le doute vis-à-vis des gouvernants et des entreprises. La France, comme la plupart des démocraties, a connu des manifestations d'opposition et de revendication de catégories sociales en peine de services publics. Cette défiance, cette suspicion, touchent aussi la science : on parle de technophobie. En France, des efforts ont été entrepris avant la crise pour contourner cette défiance dans le domaine de l'environnement : création d'une autorité climat impartiale, (le Haut Conseil pour le Climat, HCC), rôle grandissant du CESE...entre autres, pour donner suite au grand débat et à la Convention Citoyenne pour le Climat.

Ainsi, dans une ère pré Covid, nous avons constaté la difficulté de concilier - une croissance thermo-industrielle, la démographie mondiale, la consommation de biens importés, les particularismes - avec non seulement le recul des émissions au rythme recommandé par le GIEC et par l'OMS, mais aussi avec la résilience des écosystèmes et des terroirs historiques (comme nous l'a sévèrement rappelé l'épisode de pluies dans les Alpes Maritimes cette année, la sécheresse de l'été 2020...cette année étant la plus chaude de l'histoire).

Cela étant posé, en quoi consisterait le « Next-normal » (la nouvelle normalité) pour prendre un terme du cabinet McKinsey ? Une transition forcée est en train de s'opérer sous nos yeux. La trilogie a été quelque peu bousculée par la Covid. D'aucuns pensent que l'automatisation, la digitalisation et une

---

<sup>1</sup> Comme par exemple, malgré des disparités régionales, l'atteinte en 2015 de l'objectif décrété en 2000, de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim par rapport à 1990.



CITEPA

meilleure gestion des risques devraient permettre de redémarrer l'économie. Un changement comportemental est sans doute à prévoir, sinon à espérer. En effet :

- La mondialisation est empêchée, freinée par le virus. S'il y avait une « hypermobilité » avant, terme cher à Yves Crozet, elle devrait s'exprimer différemment dans cette nouvelle normalité, avec ses circuits courts, son protectionnisme assumé, comme le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, (le MAC), mais aussi par la digitalisation de la communication et l'automatisation des processus. Au-delà de quelques années gagnées contre le « tic-tac de l'horloge climatique », pour reprendre expression de Christian de Perthuis dans ces deux ouvrages les plus récents, des effets long terme de cette crise sont attendus, qui pourraient influencer sur le cumul des émissions de GES et de PA.
- Deuxième bousculement de la trilogie : des mécanismes de solidarité très nombreux se sont mis en place qui tempèrent l'individualisme d'avant la crise. Nous avons tous applaudi au personnel soignant, au plan de relance vert, aux milliards d'Euros injectés dans des professions utiles à la collectivité et à l'environnement,
- Enfin, la défiance incite à proposer des mécanismes de transparence. Le rapport GEO-6 de l'assemblée générale des nations unies, l'UNIA, le fait clairement en matière de pollution atmosphérique, de déforestation et de climat. Le mécanisme de transparence renforcé de la CCNUCC, issu de l'Accord de Paris, en est un autre exemple. Un rapport biennal de transparence RBT consignera aussi bien les promesses de l'agroécologie, qui devront être tracées, que les inventaires nationaux et les politiques climatiques au plus tard fin 2024. Dans ce cadre de transparence, le Citepa proposera un nouvel outil, qui nous sera présenté par Jean-Pierre Chang, le baromètre des émissions, facilitant le suivi des politiques publiques avec une grande réactivité.

Ainsi, pour penser de nouveaux objectifs d'émissions, comme le fait l'AIE dans son scénario de neutralité carbone à 2050, ou même de la Chine à 2060, il convient d'engager des changements sans précédent, et en simultané, dans les cinq prochaines années, en particulier sur l'efficacité énergétique, la croissance des renouvelables, l'électrification des processus et du transport ainsi que dans les comportements. Les entreprises sont également actrices de cette transition, avec un rapportage plus large de leurs émissions et plan de transition. Des sociétés à mission<sup>2</sup> (l'équivalent des « *society-wide actions* » anglo-saxonnes), inscrivent dans leur statut des objectifs environnementaux contraignants.

Le retour des Etats unis dans l'Accord de Paris devrait booster les investissements et l'innovation propres, tout en visant lorsque c'est possible des synergies : entre émissions de polluants atmosphériques et de GES, ou entre atténuation et adaptation.

Cependant, il y a aussi de nombreux risques et contraintes dans ces ruptures technologiques et sociales. Par exemple, de nombreuses innovations à la racine du Pacte vert européen n'ont pas encore atteint le stade industriel. On ne connaît pas bien les effets rebonds géographiques et comportementaux de la vente à distance et du télétravail, etc.

En France et ailleurs, la Covid pourrait nous inciter à revoir un certain nombre d'hypothèses de décarbonation y compris celles de la dernière mouture de la SNBC datant d'avril 2020...notamment de nouvelles hypothèses concernant la mobilité, la demande énergétique, les modes de consommation, en même temps qu'une transformation accélérée de l'agriculture vers les nombreuses ramifications de l'agroécologie.

Décryptons ensemble la nature de ces ruptures, catalysées par la crise, et leur pérennité éventuelle, ainsi que des risques, afin d'examiner ensemble de nouvelles perspectives de transition écologique post Covid.

---

<sup>2</sup> Aigle, Danone, Yves Rocher, Maif...